



L'uniforme scolaire peut-il gommer les différences sociales ?

DÉCRYPTAGE - Le débat sur le port de l'uniforme à l'école a été relancé par la proposition de loi du RN et les récents propos de Brigitte Macron qui s'est prononcée en sa faveur. « L'uniforme ne gommepas les différences : cela se fera pas d'autres moyens, appareils électroniques ou accessoires ». Adobe Stock.

Depuis une vingtaine d'années, le débat autour de l'uniforme scolaire revient tel un marronnier . Cette fois, il a ressurgi à l'occasion de la proposition de loi présentée le 12 janvier par le Rassemblement national à l'Assemblée, rapidement rejetée à main levée. La veille, dans une interview accordée au Parisien , Brigitte Macron s'était au contraire prononcée en sa faveur : « on gagne du temps - c'est chronophage de choisir comment s'habiller le matin - et de l'argent - par rapport aux marques », avait-elle affirmé.

La première dame faisait référence aux vêtements de marque ou aux baskets dernier cri qui peuvent distinguer les élèves les uns des autres dans la cour de récréation. La tenue unique permettrait de « gommer les différences », avait-elle ajouté. Mais peut-on réellement combattre les différences sociales par le vêtement ?

Les différences sociales resurgissent toujours

Pour l'ancien directeur du lycée militaire de Saint-Cyr , Thierry Assonion, les vertus de l'uniforme sont manifestes. Il revient sur la sociologie de ses élèves : l'établissement compte 15% de boursiers, qui viennent parfois de banlieues difficiles, et 15% d'enfants de parents qui travaillent dans la fonction publique, dans de petites mairies, etc. Selon lui, l'uniforme permet de réduire les différences. « Tout le monde est sur la ligne de départ de la même manière au début de la seconde », affirme-t-il. Il évoque également le sentiment de « fierté » qui peut habiter les élèves : « Ils sont heureux d'appartenir à un groupe ».

D'autres sont plus sceptiques. « L'uniforme ne gommepas les différences, cela se fera pas d'autres moyens, appareils électroniques ou accessoires », glisse Céline*, professeur d'histoire dans un lycée public de banlieue résidentielle à Lille. Aujourd'hui, les élèves apportent au sein des établissements de nombreux objets qui peuvent les démarquer : des téléphones flambant neuf, des sacs à main hors de prix, des baskets dernière génération etc. Alors, faudrait-il aller plus loin et imposer des chaussures de villes ? Le risque qu'encourt l'Éducation nationale est que la liste s'allonge indéfiniment. Le ministère pourrait également se heurter au principe de réalité : qui finance les chaussures ? « L'uniforme scolaire a un coût , rappelle Thierry Assonion, il faut un bon uniforme pour que les élèves se sentent fiers et que cela fonctionne ».

Pour certains surtout, il est impossible d'empêcher les moqueries : « Elles porteront sur la manière de porter l'uniforme, son entretien (tâché, repassé, troué). Certains l'auront perdu au bout de quelques jours et n'auront pas de quoi le remplacer, exactement comme leur matériel et les livres », souffle la professeur en banlieue lilloise.

Différences immatérielles

Par ailleurs, les différences sociales ne se nichent pas seulement dans l'apparence ou dans les signes extérieurs. Vocabulaire, aisance à l'oral, attitude, patrimoine culturel, etc. « Les différences sociales sont des petites différences. Nous ne sommes plus à l'époque où le droit de porter l'épée distinguait », s'amuse le philosophe et universitaire Pierre-Henri Tavoillot . Elles se révèlent le plus fortement dans un patrimoine immatériel que ne peut prétendre combattre l'uniforme. « Ce sont un tas d'éléments infiniment petits qui signalent où vous êtes ou ce que vous êtes, les vêtements ne sont qu'une maigre



partie de l'affaire. Lorsque vous passez un examen à l'oral, vous vous désignez de multiples façons », affirme de son côté Claude Lelièvre, historien, spécialiste de l'éducation. En d'autres termes, les différences culturelles et sociales subsistent après le changement de tenue. « Si vous êtes fils d'ouvrier, vous resterez dans un milieu où la culture est un nom qui ne veut pas spécialement dire quelque chose », trançait le sociologue Michel Fize, dans un entretien accordé à La Dépêche

Par ailleurs, l'idée selon laquelle l'uniforme permettrait de combattre les inégalités n'est pas vérifiée dans l'histoire. « On n'a jamais imposé l'uniforme scolaire, ni la blouse dans les écoles communales (publiques , NDLR) primaires en France. L'égalité par le vêtement n'a jamais été posée dans ces établissements qui rassemblaient pourtant sous les IIIe et IVe Républiques la très grande majorité des élèves », rappelle l'historien Claude Lelièvre. L'uniforme, quand il était présent dans l'enseignement privé ou l'enseignement public secondaire huppé, ne répondait pas à un principe d'égalité, mais au contraire, un à un principe d'entre soi. Il faudrait donc, pour véritablement combattre les différences, que l'uniforme soit national... Sinon, « nous risquons de mettre en avant des inégalités extra-muros au moment où l'on prétendrait régler des inégalités intra-muros », poursuit l'historien. Les difficultés sont multiples.

L'uniforme : non pas une fin, mais un moyen

Selon certains, la proposition détournerait même l'école de son véritable objectif : combler les différences sociales par le travail et l'accès à la connaissance. « Mettre au premier plan la façon de se vêtir, c'est aussi mettre en avant les apparences. Or, ce n'est pas ce qui est plus profond et le plus décisif dans les inégalités », souffle Claude Lelièvre. L'uniforme apparaîtrait ainsi comme une rustine face aux véritables différences. « La condition de l'égalité et de la liberté, c'est l'accès à un savoir exigeant. La raison d'être de l'école, c'est cette finalité première, ce n'est pas l'égalisation des inégalités, ni la logique d'indifférenciation », s'agace le philosophe Pierre-Henri Tavoillot. Selon lui, le reste n'est qu'esbroufe.

L'uniforme ne suffit donc pas, en soi, à gommer les inégalités. En revanche, il pourrait être l'un des moyens d'atteindre cet objectif républicain. « L'uniforme offre une opportunité : celle d'avoir de meilleures conditions d'enseignement en atténuant les problèmes de harcèlement scolaire par exemple. Ce sont souvent les élèves "mal fagotés" qui sont harcelés, ou ceux qui n'ont pas de vêtements de marque », argumente Madeleine Bazin de Jessey, professeure agrégée et auteur d'une tribune sur le sujet dans nos pages

Sans venir à bout des différences, l'uniforme permettrait de les atténuer. Moins de temps consacré aux débats sur les vêtements et plus de temps dévoué à l'enseignement. Le port de l'uniforme permettrait également d'obtenir une atmosphère apaisée et propice à l'instruction.

Pour la professeure en classe préparatoire, il est urgent que la situation s'apaise dans les salles de classe. Depuis quelques années, le vêtement est devenu problématique à l'école. La question des vêtements religieux (abayas , etc.) ou des tenues jugées inappropriées (crop top, jean troué) a ressurgi violemment dans les cours d'école comme dans les médias. « L'école a pour but de transmettre des savoirs. Or, l'histoire des abayas par exemple l'a politisée et a conflictualisé la sphère scolaire », explique-t-elle. Pour les professeurs et les dirigeants, il est donc temps de sortir du giron de ces querelles identitaires pour répondre à la promesse républicaine : permettre à tout individu de s'émanciper de ses conditions sociales grâce au travail.

L'uniforme en tant que tel ne suffira donc pas à gommer les différences sociales. « Instaurer l'uniforme ne dispense pas de réformer en profondeur l'instruction », reconnaît elle-même Madeleine Bazin de Jessey Pour mettre réellement en œuvre la promesse républicaine, un uniforme national ne peut être qu'une mesure parmi d'autres prises



dans l'objectif d'apaiser les conflits existant au sein de l'école - pour partie liés aux vêtements - afin de faciliter l'accès de tous à un savoir exigeant.

